

What follows is the transcript of Montreal Mayor Jean Drapeau's opening statement at hearings by a committee of Quebec's national assembly reviewing Bill 101 on October 25 1983 -- 5 years after it was first passed:

Ville de Montréal

M. Drapeau (Jean): M. le Président, à tous les membres de cette commission et au président, au nom de la ville de Montréal, j'exprime nos respects. Il nous est agréable de tenter de croire que nous pourrions être utiles au cours des travaux de cette commission. Je donnerai d'abord lecture du mémoire.

Bien que la compétence législative en ce qui concerne la promotion et la protection de la langue française au Québec ne soit pas une matière de juridiction proprement municipale - et c'est pourquoi nous nous sommes toujours montrés réservés à l'endroit des différentes législations linguistiques - les effets de telles législations, tant sur l'économie montréalaise que sur la qualité des services dispensés par la ville, ne sauraient nous laisser indifférents.

Nous sommes bien conscients de la passion et de l'effervescence sociale que ces législations ont provoquées dans le passé, car nos rues ont souvent été le théâtre de désordres qui ont, à certains moments, vicié le climat économique et social de Montréal. Comme c'était son devoir, la ville de Montréal s'est conformée à toutes les lois adoptées en matière linguistique. Cette obéissance n'a cependant pas été aveugle. Chaque fois que des situations nous apparaissaient comme le fruit d'interprétations fautives ou exagérées, ou qu'on ne semblait pas tenir suffisamment compte de certains aspects de la réalité montréalaise, nous avons fait les représentations qui s'imposaient.

Ici, j'ouvre une parenthèse pour présenter mes collaborateurs: mon collègue, M. Pierre Lorange, vice-président du comité exécutif; Me Jules Allard, adjoint au chef du contentieux de la ville de Montréal qui était, dès le début de l'application de la loi, le gardien de l'ampoule sacrée quant à l'application de la loi dans les services municipaux, et M. Drolet, qui a été nommé dès le début par le comité exécutif le coordonnateur chargé de l'application de la loi, afin d'éviter le plus possible des problèmes.

(10 h 30)

Après plus de cinq années d'application

de la Charte de la langue française à Montréal, il convenait que le conseil municipal et le comité exécutif de la ville s'interrogent sur les effets d'une telle loi sur la santé économique de Montréal et la qualité des services offerts à ses contribuables. À la suite d'une résolution adoptée par le conseil municipal à son assemblée d'avril 1983, le comité exécutif de la ville a présenté un rapport qui situe la perspective dans laquelle nous considérons les effets de certains aspects de la loi 101 sur la santé économique de la ville de Montréal. Nous rappelons que la conjonction de plusieurs facteurs a contribué à affaiblir la santé économique du Québec, en général, et de Montréal, en particulier, et qu'on ne saurait attribuer à la seule loi 101 tous les maux qui ont pu affliger notre société au cours des dernières années. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette loi, peut-être moins par son contenu que par l'interprétation qu'on en a faite et l'impression d'agressivité à l'égard des autres cultures qui en a été ressentie, n'a pas dans l'ensemble contribué à attirer les investissements ou les professionnels de B-8461

l'extérieur, à conserver certaines entreprises à Montréal ou à accroître la richesse collective des Québécois. Telle est notre conviction profonde.

À ce stade de l'évolution de la société québécoise, nous croyons que le moment est venu d'apporter certains changements à la loi 101 s'il est vrai que l'on veut assurer la relance économique du Québec et favoriser l'essor industriel et commercial de la région métropolitaine. En 1983, personne ne conteste le droit des Québécois à l'affirmation de la primauté de la langue française au Québec. Personne, non plus, ne pense sérieusement que la culture française soit réellement en danger au Québec.

Tout en réaffirmant le droit de la majorité d'expression française à la promotion et à la protection de sa culture, nous croyons que ce droit pourrait s'exercer avec autant d'efficacité dans un climat de plus grande compréhension envers la communauté anglophone et les divers groupes allophones. Il faut admettre une fois pour toutes que la mesquinerie et les règlements de compte historiques pourraient avoir pour effet de sous-estimer le fait français en Amérique du Nord, de faire table rase de chapitres marquants de l'histoire de ce fait et, à la fierté légitime et féconde qui se détache de l'histoire, de substituer une

superbe exécration et stérilisante.

C'est plutôt dans cet esprit de fierté légitime et féconde que la ville de Montréal croit que certains assouplissements à la Charte de la langue française sont souhaitables et ce dans les domaines suivants:

L'usage du français dans l'affichage commercial ne doit pas être toujours exclusif d'une autre langue. Les règles relatives à l'affichage commercial doivent respecter davantage des réalités historiques, d'ordre ethnique et culturel, partout où elles se manifestent et dans la mesure où leur reconnaissance n'affaiblira pas la culture française, favorisant ainsi la vitalité d'une multitude de commerces.

La langue de l'enseignement et des professions. La ville insiste à nouveau sur les points de vue qu'elle a fait valoir à cet égard, lors du sommet économique de 1981, savoir: les conditions d'accès à l'école anglaise pour les Anglo-Canadiens venant des autres provinces devraient être moins restrictives; et les règles relatives à la connaissance du français, imposées aux professionnels non francophones recrutés à l'extérieur du Québec devraient être assouplies.

La langue de promotion économique et touristique de Montréal. L'envergure internationale de plusieurs activités ou événements qui se déroulent chaque année à Montréal et l'importance des projets d'investissements susceptibles de se manifester commandent à la ville de produire un certain nombre de publications de haute qualité. Aucune autre municipalité au Québec ne se trouve dans une situation comparable à celle de Montréal. Les règles actuelles préconisées par l'Office de la langue française sur l'unilinguisme français ou anglais des publications et leur distribution en versions séparées doivent être assouplies. L'expérience démontre qu'un contrôle parfait et constant des moyens de distribution est impossible et que la présente politique heurte autant des francophones que des anglophones. Dans les cas où elle s'impose, l'édition bilingue de certaines de nos publications supprimerait cette situation et aurait pour effet de diminuer les coûts.

La langue de l'administration. Lorsque la ville fait l'acquisition de certains produits ou équipements, elle demande toujours que les renseignements relatifs à leur usage lui soient fournis en français. Or, il se trouve que des manuels ou des notices de mode d'emploi de certains équipements ne sont pas

toujours disponibles en français. L'affirmation du droit absolu de l'employé de travailler en français, dans certains cas, peut finir par représenter pour la ville un accroissement important des dépenses publiques ou même entraîner la privation de certains services, produits ou équipements nécessaires. Pour ces motifs, tout en réaffirmant le principe du droit de travailler en français, la loi devrait accorder à la ville une certaine flexibilité en cette matière.

La langue des services. Considérant que dans certains secteurs de la ville, on compte une population non francophone parfois supérieure en nombre à celle de certaines municipalités avoisinantes dans lesquelles la population est majoritairement anglophone et où, en conséquence, un affichage bilingue est permis, la ville est d'avis qu'elle doit pouvoir afficher certains renseignements dans une langue autre que le français dans les locaux administratifs de ces secteurs (bibliothèques, bureaux des affaires sociales, centres de loisirs et autres) sans craindre qu'il en résulte un affaiblissement du français. Nous ne voyons pas pourquoi il serait interdit d'afficher en langue française et dans une autre langue certains renseignements destinés au public concernant une activité sociale, sportive ou culturelle, organisée dans un secteur où elle peut intéresser des citoyens majoritairement non francophones.

En matière d'exigences linguistiques dans le recrutement du personnel, la ville demande à retrouver la liberté qu'elle a déjà eue et à ne plus devoir se soumettre aux décisions d'un autre organisme lorsqu'elle estime qu'un candidat à une fonction doit avoir une connaissance minimale d'une langue autre que le français afin de mieux servir les citoyens et d'éviter des frictions inutiles.

À cet égard, la juridiction qu'exerce
B-8462

l'Office de la langue française dans ce domaine pourrait finir par constituer une entrave à une bonne gestion des ressources humaines de la ville.

La ville devrait, en certains cas, pouvoir décider de publier des documents administratifs bilingues lorsque l'efficacité des communications l'exige pour en faciliter la compréhension à l'utilisateur.

En ce qui a trait à la signalisation routière, la ville fait déjà largement usage de pictogrammes. Toutefois, les renseignements à l'adresse des automobilistes sur les panneaux de stationnement ou aux abords d'un chantier de construction ne peuvent pas toujours être facilement compris

de tous nos visiteurs. Il en résulte des tracasseries inutiles, des ennuis et même des dangers qui pourraient être évités si, encore une fois, la règle actuelle était adoucie. Les propositions que nous venons de présenter n'impliquent pas une remise en question de la Charte de la langue française. Les assouplissements suggérés n'ont pas pour but d'affaiblir le statut de la culture française au Québec. Ils pourraient avoir, au contraire, des conséquences bénéfiques dont les principales seraient de lever l'hypothèque psychologique qui pèse actuellement sur l'économie montréalaise et de redonner à la ville la souplesse dont elle a besoin pour continuer de fournir à l'ensemble de ses citoyens la même qualité de services. La francisation des services de la ville est d'ailleurs une réalité depuis plus de 20 ans et n'a pas eu besoin de loi pour s'accomplir.

En cette année mondiale des communications et lorsqu'on considère l'appui non équivoque que le gouvernement du Québec a apporté à cet événement, l'importance des communications ne doit pas se limiter à la quincaillerie. Les communications doivent servir la personne avant tout.

À cet égard, la loi 101, en dressant des barrières psychologiques entre des groupes de notre société, a fait obstacle aux communications entre citoyens. Nous proposons la suppression de ces barrières. De par sa situation géographique en Amérique du Nord, la société québécoise se doit d'affirmer sa spécificité culturelle, mais sans bravade ni exclusivisme.

Pour sa part, à titre de deuxième ville française du monde, Montréal a besoin de continuer de s'affirmer comme ville à vocation internationale et, comme métropole du Québec et du Canada, qu'on lui reconnaisse la souplesse nécessaire en matière linguistique.
